



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Il-y-a-20-ans-Superphenix-la-centrale-maudite>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Il y a 20 ans : Superphénix, la centrale maudite**

12 février 2018

Il y a 20 ans : Superphénix, la centrale maudite

Source : *LYON Capitale* (12/2/2018)

<https://www.lyoncapitale.fr/Journal/Lyon/Culture/Histoire/Il-y-a-20-ans-dans-Lyon-Capitale/Il-y-a-20-ans-Superphenix-la-centrale-maudite>

Il y a 20 ans : Superphénix, la centrale maudite

Par Thomas Frénéat

IL Y A 20 ANS DANS LYON CAPITALE - Elle était appelée à devenir le fleuron du nucléaire français mais n'aura finalement fonctionné que quatre ans. La centrale de Creys-Malville "Superphénix" ferme en 1998.

Située à une cinquantaine de kilomètres de Lyon, la centrale Superphénix n'a jamais vraiment satisfait quiconque. Considérée comme dangereuse, les écologistes la conspuent tandis que les exploitants eux-mêmes doutent de son potentiel tant les incidents y sont nombreux. Fin 1997, la décision est prise, la centrale doit s'arrêter. Superphénix devient alors l'une des centrales nucléaires les plus éphémères de France, avec seulement treize ans d'existence. A la suite de la fermeture s'entame un conflit social qui mobilise les nombreux employés de la centrale qui se retrouvent sur la touche. Ecologistes contre employés, la centrale sera au cœur d'une des plus grandes mobilisations anti-nucléaires de

France. Trop chère et au cœur des critiques, Superphénix ne renaitra pas de ses cendres. Malgré l'ancienneté du dossier, le démantèlement des équipements internes de la cuve devra attendre 2024.



Un article paru dans Lyon Capitale n°158 du mercredi 11 février 1998, signé par Sylvain Der-Sarkissian.

Superphénix : la centrale maudite

En annonçant La fermeture de Superphénix Le 2 février dernier, Le ministre de l'Economie et des Finances, Dominique Strauss-Kahn, a mis fin à vingt années de Lutte anti-nucléaire et d'incidents techniques à répétition. Pourtant la décision du gouvernement est loin de faire L'unanimité. Aujourd'hui Les écologistes doivent faire face à tous ceux qui vivent des retombées économiques Liées au surgénérateur. Retour sur vingt ans de conflits ininterrompus.

Le 2 février 1998, le gouvernement décide la fermeture définitive du surgénérateur de Creys-Malville (Isère), située à 50 km de Lyon. La centrale à neutrons rapides de 1 200 MW n'aura finalement fonctionné que quatre ans et demi depuis sa mise en fonction en 1986. Superphénix, dont le coût est estimé à 34 milliards de francs, n'a ainsi pu produire que le septième des kilowattheures espérés et ce, à des prix deux à trois fois supérieurs à ceux d'une centrale classique. De plus, l'annonce de l'arrêt du surgénérateur a provoqué le retrait des partenaires européens de la NERSA (consortium européen d'actionnaires de Superphénix). EDF devra donc assumer seul le coût du démantèlement de la centrale (entre 10 et 20 milliards de francs) qui devrait s'étaler sur au moins dix ans. Triste fin pour une centrale appelée il y a encore une vingtaine d'années, à devenir le fleuron de l'industrie nucléaire française. Dès 1975, les autorités publiques avaient en effet opté pour la surgénération (le réacteur fabrique plus de plutonium qu'il n'en consomme) afin de faire face aux problèmes énergétiques qui suivirent le choc pétrolier de 1973. Mais vingt ans plus tard, la multiplication des pannes et un groupe d'écologistes bien organisé auront eu raison de Superphénix.

Des incidents à répétition

Mise en service en septembre 1985, la centrale de Creys-Malville est couplée au réseau EDF en janvier 1986. Dix-sept mois plus tard, la centrale est une première fois arrêtée. Une fuite de sodium est décelée dans le barillet qui sert à charger et à décharger le combustible nucléaire. La pièce ne sera pas réparée mais remplacée par un poste de transfert de combustible. Résultat de ce changement technologique, le surgénérateur ne peut plus surgénérer et donc produire du

plutonium. Qu'importe, après avoir réparé et attendu une année supplémentaire pour des procédures administratives, la NERSA remet la centrale en marche en avril 1989. L'année suivante, c'est un incident d'oxydation de sodium qui, cette fois, stoppe l'activité de Superphénix. Et les pépins continuent. Encore plus tard, c'est le toit de la salle des machines qui s'écroule... sous le poids de la neige. La centrale ayant été stoppée depuis deux ans, une nouvelle enquête d'utilité publique doit alors être lancée avant qu'une nouvelle autorisation de redémarrage soit donnée. En 1994 le Premier ministre Edouard Balladur donne son accord pour relancer l'activité de la centrale. Mais c'est en tant que laboratoire de recherche que Superphénix reprend du service. Par la suite, le Conseil d'Etat annulera ce décret. Entre temps, le 23 mars 1996, les Européens contre Superphénix organisaient une manifestation sur le thème "Superphénix ne marche pas, et nous non plus" surgénérateur connaît une nouvelle panne qui sera réparée l'année suivante. En 1996, Superphénix tourne enfin à pleine puissance et produit 3,5 milliards de kilowattheures. Un rendement aussi productif qu'éphémère. Le 24 décembre de la même année, la centrale de Creys-Malville est à nouveau stoppée pour une visite décennale obligatoire. Elle ne fonctionnera plus avant que la décision de stopper son activité ne soit finalement prise.

Un coup de bazooka

"Cette fermeture n'est pas une victoire, c'est un soulagement. Depuis vingt ans que je passe devant, je me demande toujours comment on avait pu nous imposer ce monstre qui ne marche pas, qui coûte cher et qui est dangereux. Et vingt ans c'est long", assure Yves François, agriculteur à Creys-Mépieu et membre du comité local pour l'arrêt de Superphénix. Cette lutte contre Superphénix ne date pas d'hier. Dès 1975, 400 scientifiques émettent des inquiétudes sur le projet et alertent l'opinion publique sur les dangers de ce surgénérateur qui doit contenir 5 000 tonnes de plutonium. L'année suivante quelques 20 000 personnes se réunissent sur le site où doit être construit le surgénérateur. Mais le 31 juillet 1977, la plus grande manifestation anti-Superphénix, qui regroupe alors 20 000 personnes (80 000 selon les organisateurs), tourne mal. Vital Michalon est tué par une grenade offensive lancée par un CRS et une centaine de personnes seront blessées dont trois grièvement. Plus tard, douze manifestants seront condamnés à des peines de 3 à 6 mois de prison suite à cette journée noire. Le mouvement anti-nucléaire sort terriblement affaibli de cette épreuve. "Les gens n'osaient plus aller manifester", se souvient Michel Bernard, membre du Collectif des Européens contre Superphénix.. Ce n'est qu'en 1981 que l'espoir renaît avec la promesse de François Mitterrand de s'opposer au surgénérateur. Une promesse qui ne sera pas suivie d'effets. L'année suivante, des extrémistes passent à la vitesse supérieure et tirent au bazooka sur la centrale encore en construction. Les dégâts, uniquement matériels, sont minimes. Dans les années 80 les anti-nucléaires poursuivent leurs actions tant bien que mal. 1986 voit alors le démarrage sans encombre de Superphénix. Manque de chance, la catastrophe de Tchernobyl qui a lieu la même année relance le mouvement. 250 associations européennes se rejoignent alors pour former le Collectif des Européens contre Superphénix. Désormais les recours juridiques contre le surgénérateur de Creys-Malville et les actions de sensibilisation de l'opinion publique vont se succéder jusqu'à l'arrêt de la centrale.

Un conflit toujours d'actualité

En 1997, la création du Comité de soutien à Superphénix modifie brusquement les données du problème. Désormais les opposants à la centrale vont se heurter à des travailleurs dont les emplois dépendent directement de Superphénix. Ces derniers sont soutenus par les élus locaux qui les subventionnent mais aussi par la CGT et le PC. En multipliant les actions d'éclat, ils espèrent attirer l'attention du président de la République mais espèrent surtout la tenue d'un débat parlementaire qui, a priori, leur serait favorable. "Chez les prestataires de services, 284 licenciements ont déjà été prononcés", met en avant Willy Del Ben, le président du Comité de soutien à Superphénix pour qui l'arrêt du surgénérateur "n'est qu'une opération politique dont le but est d'avantager les écologistes aux prochaines élections régionales". Cependant, si l'action des pro-Superphénix semble justifiée (2 000 à 3 000 emplois seraient menacés), les moyens employés, eux, ne sont pas appréciés de tous. Ainsi en octobre 1997 une centaine d'employés CGT et des prestataires de services dépendant de la centrale de Creys-Malville manifestent à Lyon devant le siège des Européens contre Superphénix.

L'affrontement n'a heureusement pas lieu et les dégâts matériels seront mineurs. Willy Del Ben affirme pourtant être "contre toutes formes de pression". Du côté des écolos, on dénonce les méthodes brutales utilisées par les pronucléaires. Certains commerçants, opposés au surgénérateur, seraient ainsi harcelés par téléphone. Yves François avoue planquer son matériel depuis qu'un de ses engins agricoles a été saboté l'été dernier. Le président du Comité de soutien à Superphénix affirme, quant à lui, que "ces actions n'émanent de personnes isolées". Superphénix déchaîne toujours autant les passions. Pour preuve, vendredi 6 février, Jean-Pierre Aubert, chargé d'animer le plan de reconversion industrielle de la région de Malville, fut retenu quelques heures à Morestel par les membres du Comité de soutien à Superphénix. Les forces de l'ordre ont dû finalement intervenir pour libérer l'envoyé de Matignon. Superphénix reste décidément un fantastique surgénérateur... de conflits.